

Economie Algérienne et plan de modernisation

Depuis 1945, l'administration considère que seul un plan de modernisation répond à la " crise algérienne ". Cette intervention est occultée par les études récentes sur l'Algérie en 1954.

1 - La " crise Algérienne " ou la fausse explication

Cette présentation se rattache à l'explication marxiste du colonialisme: les colonies sont en crise, leur "libération " est inéluctable. Le discours public répand cette vue, à partir d'observations rapides. Au Maghreb, domine une misère, devenue un phénomène stable, habituel. Elle n'est que la forme visible de la crise structurelle de l'économie coloniale.

En Algérie, toutes les études insistent sur les deux systèmes:

-Une économie évoluée, propre aux "colons" européens, qui ont apporté des activités fondées sur le progrès technique, l'échange monétaire, la division du travail. Cette agriculture, utilisant les pratiques agronomiques scientifiques et le matériel agricole, produit pour les marchés extérieurs, exportant primeurs, vins, fruits. Les populations autochtones n'en profitent que par des salaires distribués par les grandes exploitations qui ont besoin de main d'oeuvre. Ce système ne touche qu'une minorité, estimée globalement à 1 000 000 d'Européens et 800 000 Musulmans. Tout le secteur moderne en profite (exportations agricoles, transports, commerce urbain, professions libérales et administration). Le résultat est loin du tableau donné par la littérature:

Le pouvoir d'achat moyen est celui d'un Français métropolitain.

-Une économie d'autosuffisance propre à 7 000 000 de Musulmans, consommant ce qu'ils produisent. La majeure partie de la production agricole sert à la consommation familiale. Les méthodes sont très anciennes et même archaïques: emploi de la faucille, de l'araire qui coupe la terre sans la retourner, élevage extensif, faibles rendements des céréales (3 à 4 quintaux de blé dur ou d'orge en culture non irriguée), rémunération de la main d'oeuvre en nature.

Ainsi est expliqué le phénomène de la misère . On a tenté de la quantifier: A la fin 1955, le minimum vital était estimé à 25 000 F par an, le salaire minimum agricole se situait à 340 F - 427 F selon les zones. Or, le tarif officiel n'était pas toujours respecté, les ouvriers agricoles demandaient des avantages en nature échappant aux statistiques. Enfin, c'était une chance que de travailler 300 jours par an dans les campagnes.

Or la dénonciation du régime colonialiste reposait sur ces données statistiques imparfaites:

-Les colons auraient accaparé les terres , dont les cultivateurs musulmans auraient été évincés partiellement ou totalement. La "rébellion" fut même analysée comme un soulèvement de paysans sans terre. Ce mythe est à nuancer: Dans les régions de vignobles, *seuls* 87 propriétaires disposaient d'une récolte de plus de 100 000 hl de vin, 32 000 fournissant les 80% de la production. Les Européens ne détenaient pas toutes les terres, même en zone d'économie évoluée: Dans le Sahel d'Alger, découpé en

petits jardins de primeurs et de légumes à forte valeur ajoutée, ils ne détenaient que 15% de la superficie. Surtout, une grande propriété musulmane se développait vite.

-Une armée de salariés agricoles est liée à la culture d'exportation. Ce sont des paysans sans terre, ou insuffisamment pourvus, qui trouvent ainsi l'essentiel des ressources pour leur famille. Cette mobilisation de la paysannerie indigène a disloqué les communautés rurales, qui depuis des siècles étaient des organisations fortes et stables.

- Ne restent piégés par leurs archaïsmes que les régions peu ou pas pénétrées par l'appel des marchés urbains ou du marché métropolitain effet, l'évolution algérienne est fonction de ses liens avec la France. L'économie moderne a appelé une infrastructure moderne, ports, voies ferrées, routes, qui a débloqué le pays, en le tournant vers la côte. L'union douanière, instituée depuis longtemps, a facilité les choses. En 1960, la Métropole entrait dans 81% des exportations et 84% des importations.

2- La réalité: une Algérie en pleine transformation

Le sous-développement n'était pas général, au milieu des années 50, on parlait de "poches de développement" séparées par des zones sous-développées.

- Le pays présentait une dynamique de la modernisation. Une minorité d'Européens avait des intérêts dans la terre, mais l'exemple des colons, qui travaillaient eux-même leurs terres, était contagieux. Depuis dix ans, des cultivateurs musulmans rachetaient les terres des colons, devenues de bonnes terres; beaucoup étaient marécage lorsqu'elles avaient été attribuées à des émigrants européens. Les cultivateurs musulmans adoptaient spontanément leurs procédés: Dans les régions céréalières (Sétif, vallée du Chelif) ils s'inspiraient des grandes exploitations mécanisées, utilisatrices d'engrais. Dans les régions de cultures de primeurs, de petits exploitants musulmans s'étaient habitués au fonctionnement du marché. Enfin, des milliers de petits propriétaires vendaient leur vendange, récoltées sur des parcelles de vigne.

- Depuis 1946, les autorités avaient lancé une "politique du paysannat" dans le cadre des plans de modernisation. Le sort des cultivateurs musulmans avait toujours été leur préoccupation. Dès 1884, avaient été instituées les "Sociétés indigènes de prévoyance" (SIP), organismes de prévoyance et de crédit, faisant des avances sur récolte.

En 1947, les premiers "Secteurs d'amélioration rurale" ont un objectif: Accroître les ressources en améliorant la culture indigène, qui porte sur les produits alimentaires essentiels, mais qui manque de moyens techniques et de crédit. Le SAR est une petite unité territoriale, constituée à partir de surfaces cultivables domaniales, communales, achetées ou obtenues par la réunion de propriétés individuelles. Le cultivateur accepte d'entrer dans un groupe, volontairement. Un "chef de culture" et un "comité de gestion" conduisent la mise en valeur, selon un plan de culture établi. L'idéal était de constituer des communautés avec infirmerie, école, adduction d'eau, maisons "en dur" et de recaser les familles sur les terres inoccupées. Le SAR écoulait les récoltes. L'administration aidait aux travaux lourds d'hydraulique agricole, d'amélioration des sols, etc.

Les SAR ont été considérés comme la solution du problème social. Ils étaient basés sur une ressource principale selon la région: 59 SAR de céréaliculture, 14 SAR d'arboriculture, 56 SAR d'élevage, et quelques autres de cultures maraîchères, et d'oasis à Ghardaïa et Touggourt. En 1954, l'expérience était menacée. Les élus étaient hostiles au coût élevé de l'expérience, des erreurs avaient été commises comme de louer trop cher des tracteurs et des machines,

enfin les gens auraient eu tendance à se considérer comme des rentiers de l'Etat.

- La modernisation des campagnes, en 1954, était menacée par le plafonnement de l'agriculture: Les récoltes n'augmentaient pas, aucun essor n'était prévisible à court terme, sauf peut-être dans les plantations d'agrumes. La moyenne de la production des céréales semblait figée: 19,6 millions de quintaux en 1901-1910, et 19,7 en 1949-1952. Cela inspirait divers projets que les plans ultérieurs allaient reprendre:

- Une réforme agraire expropriant les grands colons et redistribuant la terre aux fellahs. Faute, de leur éducation technique, cela se traduirait par une régression économique. Comment donner des responsabilités d'exploitation à des fellahs sans connaissances requises

- Instituer un service de modernisation rurale devenant le maître de cette politique. On parla même de "commissaire à la modernisation rurale".

3- Le vrai drame: la démographie

La situation démographique algérienne a sans doute, été un facteur fragilisant la présence française en Algérie, alors qu'il n'était que le résultat de l'oeuvre française.

- La forte progression démographique résultait d'un taux de natalité croissant, alors que celui de la mortalité diminuait rapidement. Cette progression inférieure à 2% en 1950 était supérieure à 6% après 1950. Chaque année 250 000 enfants naissaient, par an, autant qu'en Métropole où la population était cinq fois plus nombreuse. La population aurait triplé en un siècle, atteignant 9 500 000 individus en 1960. Le taux de natalité était passé de 20 ‰ en 1921 à 47 ‰ en 1954, le taux de mortalité avait diminué de 24 ‰ en 1921 à 17 ‰ en 1954. En se basant sur un taux d'accroissement de 3,1 ‰ (1955) on prévoyait une population de 12 000 000 en 1970 et de 28 à 35 en 2000. Enfin, en 1954 cette population était jeune: 51 % avait entre 0 et 19 ans, 44% entre 20 et 60 ans.

- Cela posait de sérieux problèmes: Pas de travail pour tous (au moins 800 000 chômeurs dans le bled et 100 000 dans les villes), pas de terre pour tous les fellahs malgré un effort de défrichement limité. L'urbanisation était un drame, elle ne résultait pas d'une nécessité économique causant un appel de main d'oeuvre, mais d'une crise réelle. Le surplus de la population rurale s'écoulait vers les villes du littoral, attiré par un espoir de survivre et par des parents déjà installés. Rien n'étant prévu pour les installer, ces migrants créaient les banlieues de "bidonvilles", amenant les municipalités à développer des politiques de construction de cités d'urgence.

- Enfin, les plans de modernisation ont tous prévu une industrialisation, c'est à dire la création d'un nouveau marché du travail. De 1946 à 1954, les usines créées n'avaient guère ouvert qu'un marché de 15 000 à 20 000 emplois, et les investissements dans le bâtiment et l'outillage avaient été modérés (2 000 000 F) Un million d'hommes au moins restaient sans emploi, et l'industrialisation n'était pas vue, en 1954, comme une solution satisfaisante.

Un drame démographique se jouait, et se joue encore. Il existe une forte population marginale, d'individus vivant d'activités mal définies, ne relevant ni de l'économie exportatrice ni de l'économie de subsistance traditionnelle. On parlait même de "clochardisation". L'exutoire salutaire était déjà l'émigration en France (300 000 personnes en 1955), où les 2/3 étaient embauchés comme manoeuvres faute de connaissances techniques. Les transferts d'argent de leurs salaires et de leurs allocations familiales était devenu la ressource indispensable aux familles restées en Algérie. Les terres étaient abandonnées dans les régions d'où les hommes étaient partis, elles se

couvraient de friches ou, comme en Kabylie, elles étaient abandonnées aux femmes et aux enfants.

Conclusion

Les autorités françaises avaient compris la situation, plus complexe que ne reconnaissait l'analyse idéologique ou compassionnelle.

- La crise algérienne est profonde, car elle touche toute la société. C'est une crise des genres de vie, de cette combinaison élaborée par toute communauté humaine à partir de conditions naturelles et des différents milieux géographiques. L'objectif est toujours de répondre aux exigences d'une économie de subsistance. Ces genres de vie sont désarticulés par les nouvelles technologies, par l'ouverture sur le marché européen, par l'excédent démographique.

- Des investissements publics importants ont été faits en Algérie, à finalité sociale et économique en faveur des fellahs. Ainsi est expliqué l'aspect hétérogène du paysage algérien. Le cadre de vie de plus de la moitié des habitants associait archaïsmes sociaux, pauvreté matérielle, retard culturel et technologique et quelques éléments modernes apportés par des migrants revenus de la Métropole ou de la grande ville. C'était une surprise pour les appelés du contingent que de découvrir sur quelques kilomètres un village de gourbis en boue séchée et en branchages, et des villages en dur alignés le long d'une route, avec école, cabine téléphonique et parfois médecin.

Jacques Valette